

The background of the cover features three large, orange, cone-like structures that resemble stylized sails or funnels. These are set against a dark blue background with a grid of white dots and lines. Overlaid on this are several yellow lines, some solid and some dotted, that curve and loop around the cones, suggesting a dynamic or economic process. In the top left corner, there are three small, white, hexagonal shapes arranged in a cluster.

APERÇU DE L'ÉCONOMIE BELGE

NOTE CONJONCTURELLE
D'OCTOBRE 2019



SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

Rue du Progrès 50 – 1210 Bruxelles

N° d'entreprise : 0314.595.348



○ 0800 120 33 (numéro gratuit)



○ SPFEco



○ @spfeconomie



○ [linkedin.com/company/fod-economie](https://www.linkedin.com/company/fod-economie) (page bilingue)



○ [instagram.com/spfecoe](https://www.instagram.com/spfecoe)



○ [youtube.com/user/SPFEconomie](https://www.youtube.com/user/SPFEconomie)



○ economie.fgov.be

Editeur responsable :

Regis Massant

Président a.i. du Comité de direction

Rue du Progrès 50 – 1210 Bruxelles

Version internet

Table des matières

Introduction	4
1. La Belgique en bref.....	5
2. Développements conjoncturels de l'économie.....	9
3. Commerce extérieur – Observation des flux commerciaux.....	17
4. La position de la Belgique comparée à l'Union européenne	22
5. Prévisions macro-économiques	27

Liste des tableaux

Tableau 1. Poids des exportations nationales dans les exportations mondiales	17
Tableau 2. Part des exportations belges de biens à destination des principales zones géographiques du monde	17
Tableau 3. Prévisions de croissance du PIB dans l'environnement international	27
Tableau 4. Prévisions de croissance économique en Belgique.....	27

Liste des graphiques

Graphique 1. Compétitivité et classement digital	6
Graphique 2. Ventilation de l'industrie manufacturière en Belgique en 2018	7
Graphique 3. PIB par habitant en 2018.....	8
Graphique 4. Evolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique dépenses.....	9
Graphique 5. Commerce extérieur selon le concept national.....	10
Graphique 6. Evolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique production.....	11
Graphique 7. Evolution des indices de production industrielle	12
Graphique 8. Nombre de créations et de cessations d'entreprises	13
Graphique 9. Taux d'emploi et taux de chômage harmonisé.....	14
Graphique 10. Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI)	15
Graphique 11. Evolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) (en %) et contribution à l'inflation des 5 grands groupes de produits	16
Graphique 12. Principaux débouchés à l'exportation de biens pour la Belgique en 2018.....	18
Graphique 13. Principaux partenaires à l'importation de biens pour la Belgique en 2018	19
Graphique 14. Ventilation par secteur des exportations belges de biens en 2018	20
Graphique 15. PIB en Belgique, dans l'Union européenne et dans la zone euro	22
Graphique 16. Indice de production dans l'industrie manufacturière et la construction	23
Graphique 17. Population et taux d'emploi	24
Graphique 18. Taux de chômage	25
Graphique 19. Inflation	26

Introduction

La Belgique, **petite économie ouverte** de 11,4 millions d'habitants, se situe en plein cœur de l'Europe de l'Ouest. L'économie jouit d'une bonne infrastructure de communication ainsi que d'une main d'œuvre hautement qualifiée. Du fait de son ouverture, les échanges commerciaux sont essentiels pour la Belgique. Ainsi, la part des exportations belges dans les exportations de l'Union européenne à destination des pays membres se chiffre à 8,2 % tandis que cette part s'élève tout de même à 5,5 % pour celles destinées aux pays extérieurs à l'Union européenne. Par ailleurs, 70,9 % des exportations belges sont destinées au marché intra-européen. Les pays voisins de la Belgique constituent ses principaux partenaires commerciaux. Il s'agit de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas. Pourtant, sa balance commerciale était négative en 2018.

Les **produits principalement exportés** en 2018 par les entreprises belges concernaient les produits issus des industries chimiques, mais également les véhicules et matériels de transport ainsi que les machines et équipements.

En 2018, l'industrie chimique était le **principal secteur à créer de la valeur ajoutée**, suivie par l'industrie alimentaire et des boissons et par l'industrie pharmaceutique.

Les développements conjoncturels récents montrent que la **croissance annuelle du PIB** était relativement bonne en 2018 (+1,5 %, contre +2 % en 2017), sous l'impulsion d'une demande intérieure hors stocks vigoureuse, et plus précisément, des investissements. Toutefois, la croissance du PIB a été moins soutenue en Belgique que dans l'Union européenne (+2 %) ou qu'en zone euro (+1,9 %). Au deuxième trimestre de 2019, la croissance du PIB s'élevait à 1,3 % en glissement annuel, soit à un rythme similaire à celui du trimestre précédent (1,3 %), résultant d'une plus grande contribution à la croissance de l'activité économique des investissements mais d'une moindre contribution négative des exportations nettes.

En 2018, les **services** soutenaient presque entièrement la croissance du PIB. Ce phénomène s'observe depuis 2014.

L'**indice de production** dans l'industrie manufacturière hors construction s'est accru en 2018 pour la troisième année consécutive. Il en est de même pour la production dans le secteur de la construction. Le dynamisme de la production de l'industrie manufacturière hors construction s'est poursuivi au deuxième trimestre de 2019, à l'inverse de la construction qui a connu un recul de sa production.

La **démographie des entreprises** s'est encore montrée vigoureuse en 2018, avec un plus grand nombre de créations d'entreprises que de cessations, bien que le dynamisme entrepreneurial soit moindre qu'en 2017. Ce dynamisme entrepreneurial s'observe également au premier trimestre de 2019.

Le **taux d'emploi** s'est accru en 2018 tandis que le **taux de chômage** s'est réduit et cette tendance s'est poursuivie en ce début d'année. Cependant, malgré cette évolution positive, des progrès restent à faire pour atteindre l'objectif d'emploi de la Stratégie Europe 2020, fixé à 73,2 % pour la Belgique en 2020. Cet objectif s'élève à 75 % pour l'Union européenne.

Alors que depuis plusieurs années, les **prix à la consommation** se sont accrus à un rythme plus rapide en Belgique que chez les pays voisins, les données du troisième trimestre de 2019 semblent infirmer cette tendance, en raison d'un recul des prix énergétiques.

En ce qui concerne les **perspectives de croissance à court terme pour l'économie belge**, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) prévoit une décélération de la croissance du PIB revenant à 1,1 % en 2019 et 2020 après la croissance de 1,5 % enregistrée en 2018, selon les prévisions parues dans le budget économique de septembre 2019.

1. La Belgique en bref

La Belgique est l'un des six pays fondateurs de l'Union européenne. Située en plein cœur de l'Europe de l'Ouest, sa position constitue sans aucun doute un aspect essentiel pour son économie. Bruxelles, sa capitale, accueille un grand nombre d'institutions européennes et internationales.

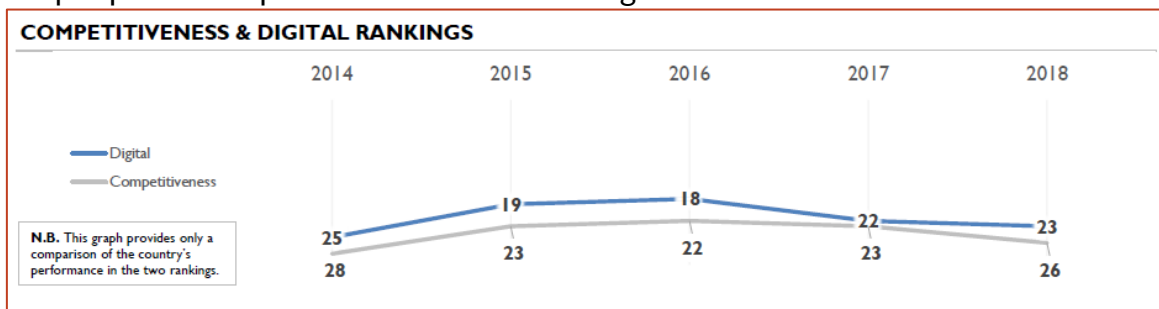


Avec une **superficie** de 31.000 km² et 11,4 millions d'**habitants**, la Belgique est, avec les Pays-Bas, un des pays les plus densément peuplés d'Europe.

La Belgique est divisée en **trois régions** : la région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne. Sa population est répartie en trois groupes linguistiques : les néerlandophones, les francophones et les germanophones, raison pour laquelle elle comprend également trois communautés : la communauté flamande, la communauté française et la communauté germanophone.

La Belgique est dotée d'une **infrastructure de communication** hautement développée dans l'ensemble du pays, que ce soit en matière de routes principales, de transport ferroviaire, de voies navigables ou de transport aérien avec la présence d'aéroports internationaux (Bruxelles, Liège, Charleroi, Ostende, Anvers et Courtrai) et de ports maritimes (Anvers, Zeebrugge, Gand et Ostende). La Belgique dispose en outre de l'un des réseaux de télécommunication « à large bande » les plus développés en Europe.

Graphique 1. Compétitivité et classement digital



Source : IMD World Competitiveness Center

De plus, la Belgique se classe à la **27^e place sur 63 dans le classement des pays les plus compétitifs** selon l'Institute for Management Development¹ et elle occupe la **22^e place sur 141** selon le World Economic Forum². Plusieurs facteurs constituent un frein pour la conduite des affaires en Belgique : les taux d'imposition, les réglementations du travail trop contraignantes et la législation fiscale sont les plus importantes.

La Belgique dispose d'une **main d'œuvre hautement qualifiée**.

En effet, le pays bénéficie d'un enseignement secondaire et supérieur solide et d'un système de formation, de connaissance et d'innovation parmi les plus compétitifs du monde.

La Belgique est par nature une « **petite économie ouverte** » : « petite » par son produit intérieur brut (PIB) de 459,8 milliards d'euros en 2018, représentant 2,9 % du PIB de l'Union européenne (4 % du PIB de la zone euro) et « ouverte » par son degré d'ouverture³ de 82,7 % (81,6 % en 2017).

Le degré d'ouverture de la Belgique et son intégration dans l'Union économique et monétaire justifient un taux d'**inflation** généralement modéré. Néanmoins, la croissance des prix à la consommation a été, depuis plusieurs années, plus rapide en Belgique que chez les pays voisins et principaux partenaires commerciaux (à savoir la France, l'Allemagne et les Pays-Bas). Toutefois, les derniers chiffres semblent montrer un renversement de tendance en raison d'un recul des prix énergétiques

L'économie belge, comme toute économie moderne et industrialisée, est caractérisée par l'**importance grandissante des services** : en 2018, les services marchands (incluant le commerce de gros, le commerce de détail, les activités financières et d'assurance) représentaient 56,5 % de la valeur ajoutée brute totale, contre 13,8 % pour l'industrie et 5,3 % pour la construction. La part restante est répartie entre les services non marchands (y compris les soins de santé), l'énergie et l'agriculture.

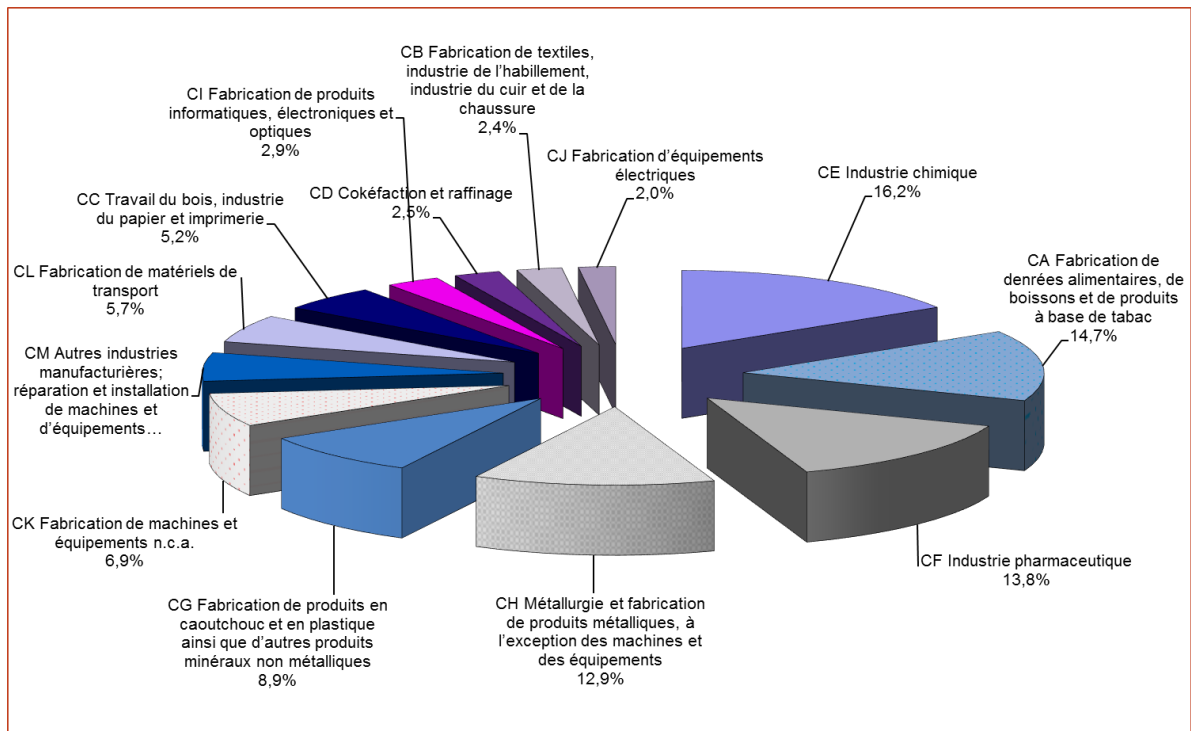
¹ IMD World Competitiveness Yearbook 2019 Results
<https://www.imd.org/wcc/world-competitiveness-center-rankings/world-competitiveness-ranking-2019/>

² Global Competitiveness Report 2019
<https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth>

³ Valeur moyenne de ses importations et exportations de biens et services divisée par le PIB et multipliée par 100.

Graphique 2. Ventilation de l'industrie manufacturière en Belgique en 2018

(valeur ajoutée brute en % de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière)



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) – Répartition en 38 branches d'activité (A38)

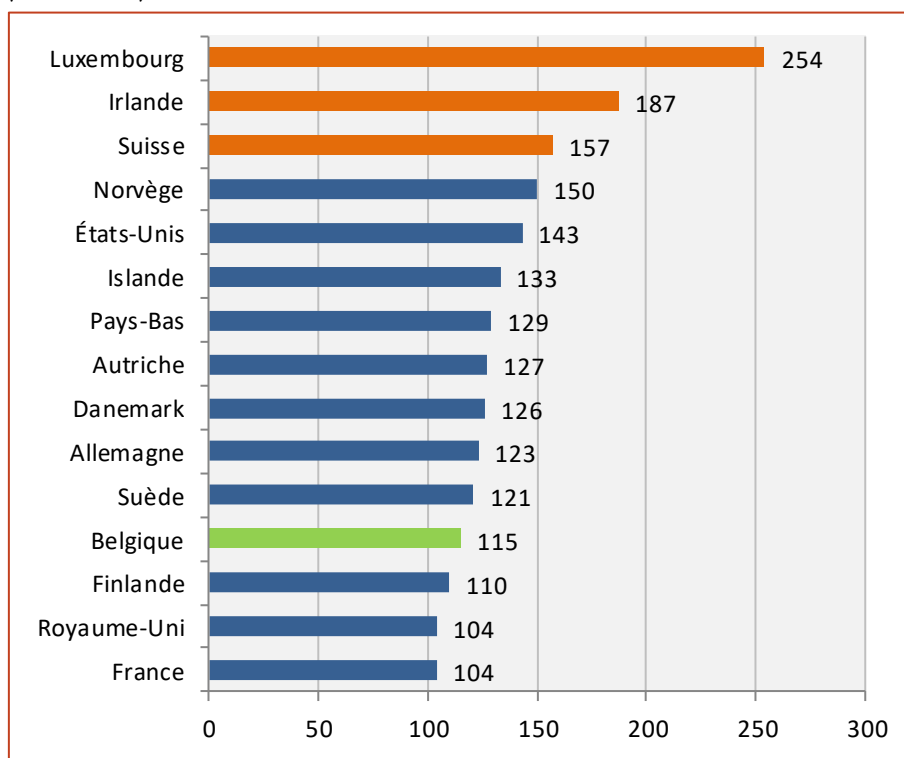
Malgré une part relative moindre, l'**industrie manufacturière** est essentielle pour l'économie belge car, en plus de générer une part importante de services marchands, elle crée de la valeur ajoutée nationale en satisfaisant la demande étrangère grâce aux exportations.

Les secteurs clés de l'industrie belge sont :

- l'industrie chimique (16,2 % du total de la valeur ajoutée produite),
- les industries alimentaires et de boissons (14,7 %),
- l'industrie pharmaceutique (13,8 %) et
- la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (12,9 %).

Graphique 3. PIB par habitant en 2018

(EU28=100)



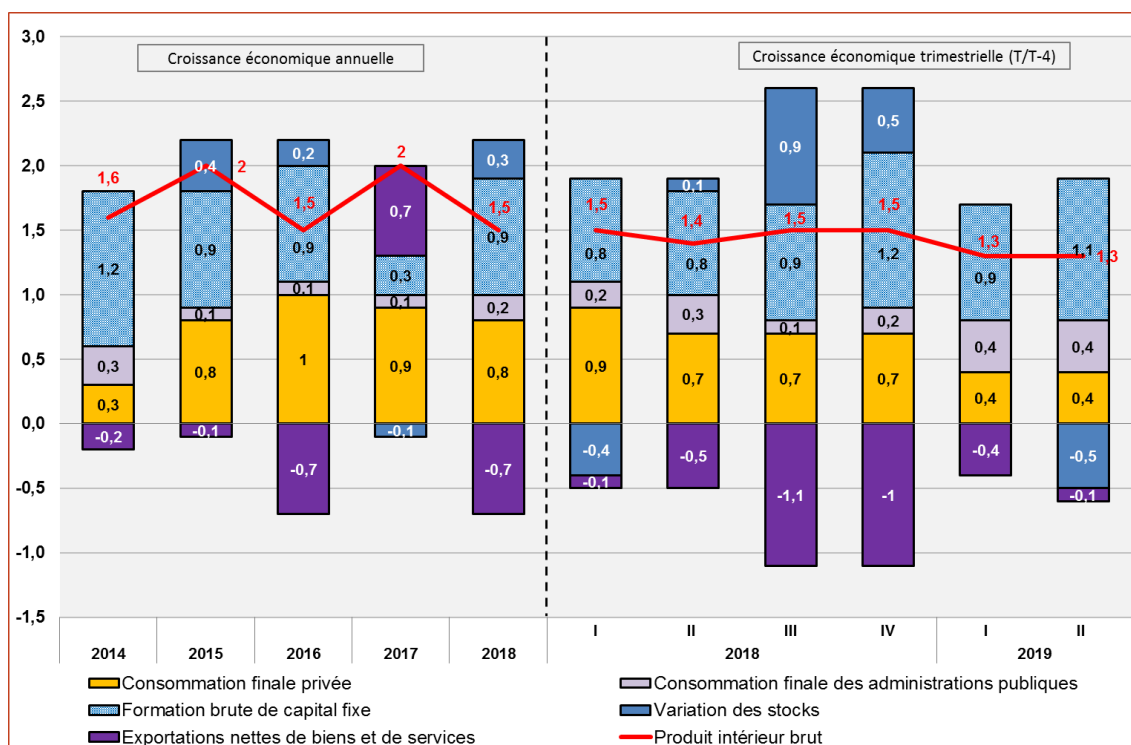
Source : Eurostat

Selon les indicateurs structurels européens publiés par Eurostat, **en Belgique**, le **PIB par habitant**, exprimé en parité de pouvoir d'achat, s'est élevé à 115 en 2018 contre 100 pour la moyenne de l'Union européenne. Le PIB belge par habitant s'est réduit de 1 point par rapport à 2017 et de 6 points par rapport à 2012 où il s'élevait encore à 121, meilleur résultat observé pour la Belgique au cours des 10 dernières années. Même si ce score a tendance à s'affaiblir depuis quelques années, la Belgique reste un des pays les plus riches de l'Union européenne, elle se classe à la huitième place, juste derrière la Suède.

2. Développements conjoncturels de l'économie

Graphique 4. Evolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique dépenses

(en point de pourcentage, à un an d'écart)



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) et Banque nationale de Belgique (BNB)

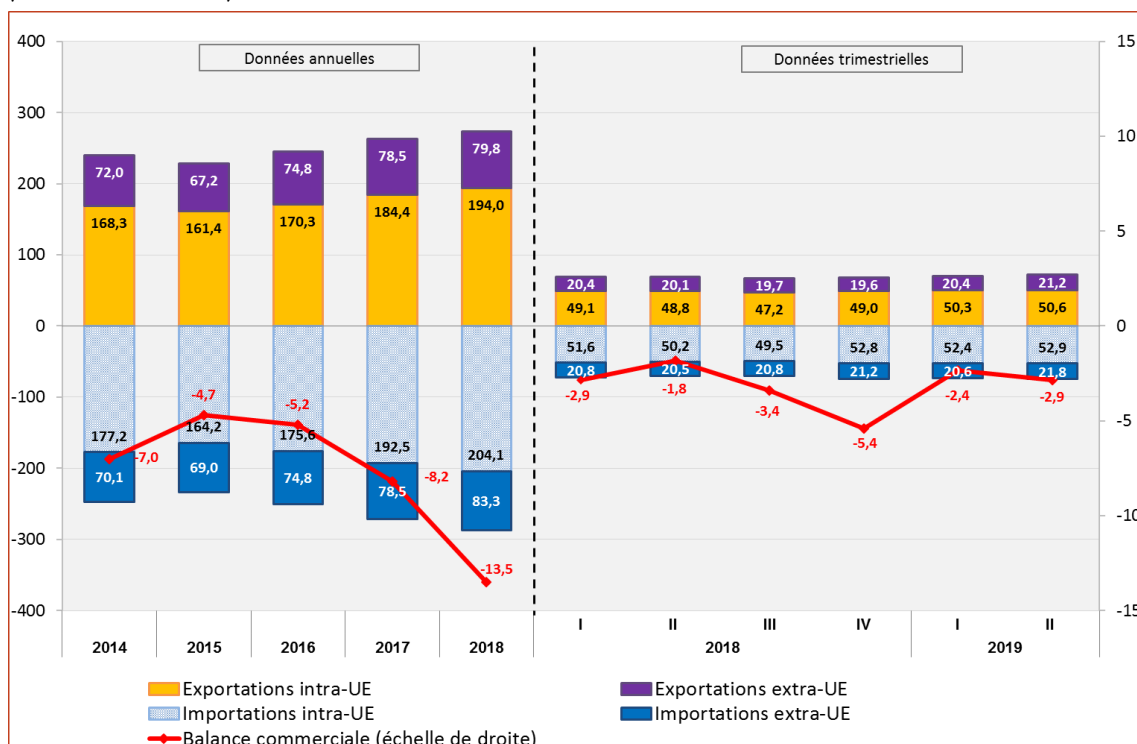
En 2018, la croissance annuelle du PIB en Belgique s'est élevée à 1,5 %, contre 2 % en 2017. Cette croissance est principalement attribuable à la **demande intérieure hors stocks**, y contribuant à hauteur de 1,9 point de pourcentage. A l'inverse de 2017, les **exportations nettes** ont amputé la croissance de l'activité économique en 2018, à concurrence de 0,7 point de pourcentage. La variation des stocks a alimenté la croissance économique en 2018 de l'ordre de 0,3 point de pourcentage.

A un an d'écart, le PIB a crû de 1,3 % **au deuxième trimestre de 2019**, soit à un rythme équivalent à celui du trimestre précédent.

La **demande intérieure hors stocks** a tiré la croissance économique vers le haut au deuxième trimestre de 2019, y contribuant pour 1,9 point de pourcentage. Cette contribution positive à la croissance du PIB s'explique presque exclusivement par les investissements (1,1 point de pourcentage). Au deuxième trimestre de 2019, le soutien à la croissance économique est resté stable pour les dépenses de consommation privée (0,4 point de pourcentage) tout comme celui des dépenses de consommation publique (0,4 point de pourcentage).

Finalement, au deuxième trimestre de 2019, les **exportations nettes** ont tiré la croissance de l'activité économique vers le bas. Elles ont ainsi contribué négativement à hauteur de 0,1 point de pourcentage à la croissance économique du deuxième trimestre de 2019 (contre - 0,4 point de pourcentage au trimestre précédent).

Graphique 5. Commerce extérieur selon le concept national⁴
(en milliards d'euros)



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) et Banque nationale de Belgique (BNB)

Selon le concept national, le solde de la balance commerciale s'est réduit **en 2018** par rapport à 2017, résultant d'un dynamisme plus important des importations (+6,0 %) que des exportations (+4,2 %) de biens. Par conséquent, le solde a continué de se dégrader et le déficit a atteint 13,5 milliards d'euros en 2018.

Les **exportations** totales en valeur ont progressé de 4,3 % **au deuxième trimestre de 2019** par rapport à la même période de 2018, atteignant 71,8 milliards d'euros, contre 68,9 milliards d'euros au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est attribuable à la fois aux exportations intra-UE, qui se sont accrues de 3,7 % en glissement annuel, et aux exportations extra-UE qui ont progressé de 5,7 % sur la même période.

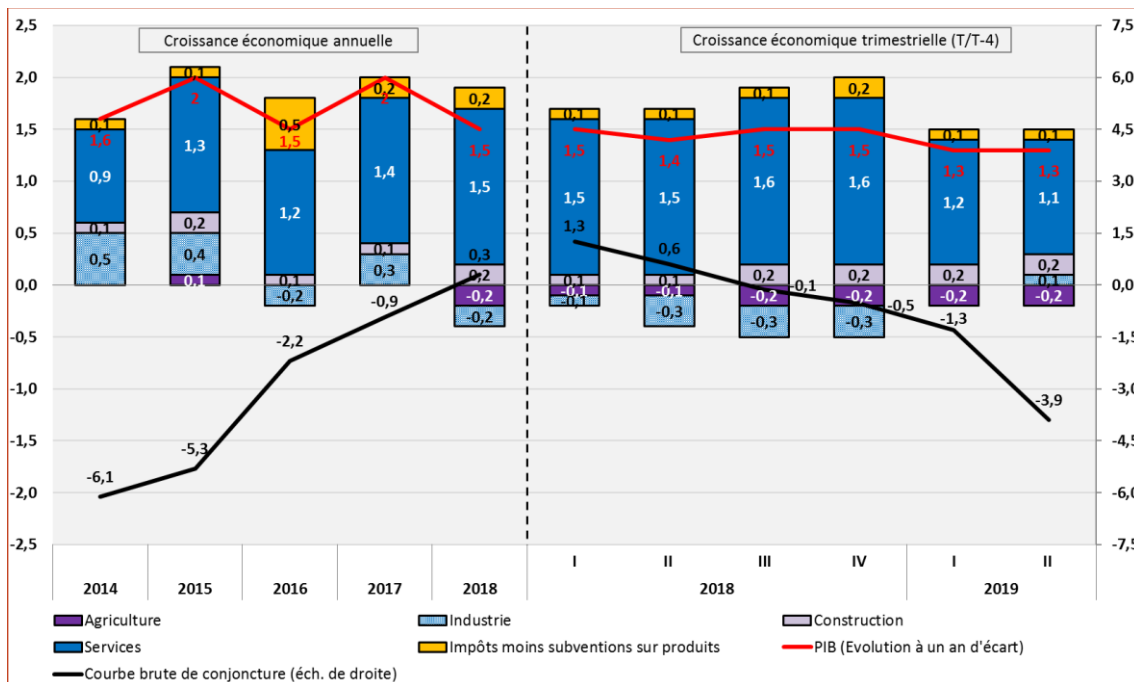
Les **importations** belges ont affiché une hausse de 5,7 % au deuxième trimestre de 2019 en glissement annuel, pour se chiffrer à 74,7 milliards d'euros, sous l'effet d'un renforcement des importations intra-UE (+5,3 %) et de l'augmentation des importations extra-UE (+6,5 %).

Ces résultats se sont traduits par une **balance commerciale** négative au deuxième trimestre de 2019 (-2,9 milliards d'euros). Le solde s'est dégradé comparativement au trimestre précédent (-2,4 milliards d'euros) ainsi que par rapport au trimestre correspondant de 2018 (-1,8 milliard d'euros).

⁴ Le concept national reprend uniquement les opérations d'importations et d'exportations dans lesquelles une entreprise résidente est contrepartie (Source : BNB).

Graphique 6. Evolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique production

(en point de pourcentage, à un an d'écart)



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) et Banque nationale de Belgique (BNB)

En **2018**, l'activité économique s'est amoindrie par rapport à 2017, atteignant une croissance de 1,5 % contre 2 % en 2017. Les services ont à nouveau été le principal moteur de la croissance économique en 2018, soutenant l'activité économique à hauteur de 1,5 point de pourcentage (contre 1,4 point de pourcentage en 2017). La croissance de l'activité dans l'industrie manufacturière a été négative en 2018 amputant dès lors la croissance économique totale de 0,2 point de pourcentage après une contribution positive de 0,3 point de pourcentage en 2017. L'agriculture a quant à elle aussi affecté négativement la croissance économique en 2018 à hauteur de 0,2 point de pourcentage.

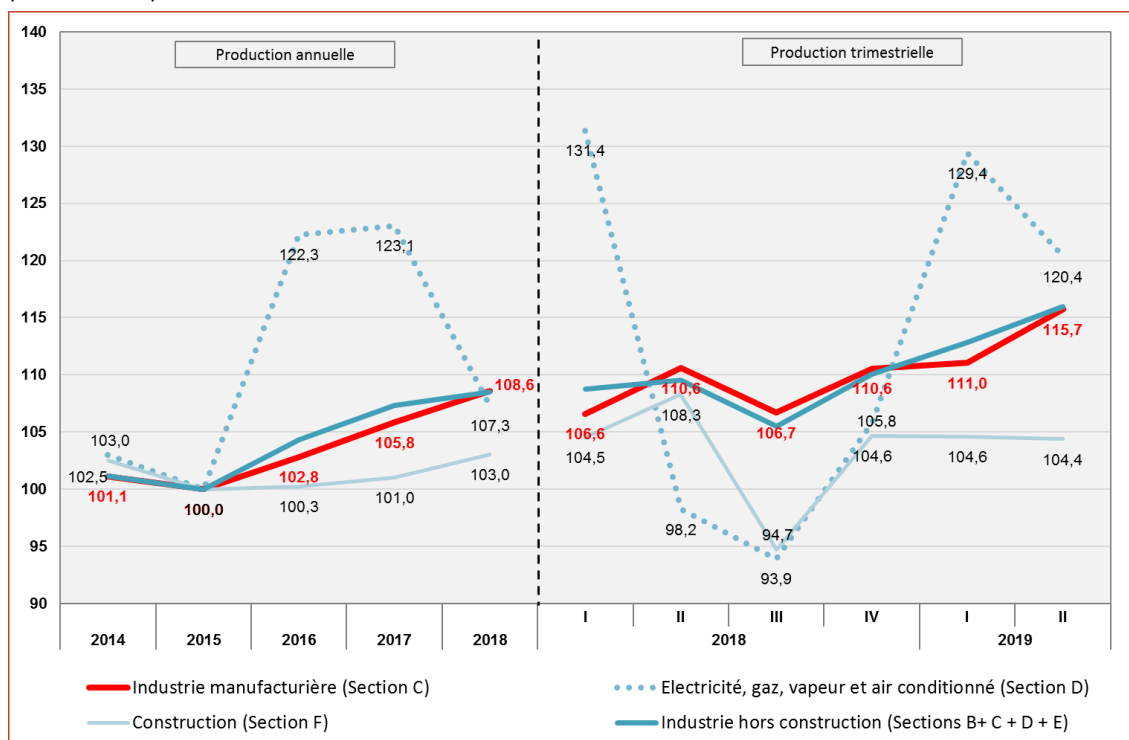
Au deuxième trimestre de 2019, la contribution de l'**industrie manufacturière** à la croissance de l'activité économique s'est élevée à 0,1 point de pourcentage, soit en légère hausse par rapport au trimestre précédent.

L'apport des **services** à la croissance du PIB s'est un peu détérioré, passant de 1,2 point de pourcentage au premier trimestre de 2019 à 1,1 point de pourcentage au deuxième trimestre de 2019. Les services ont, à l'accoutumée, soutenu presque entièrement la croissance de l'activité économique.

Enfin, la croissance de l'activité dans la **construction** s'est légèrement ralentie au deuxième trimestre de 2019. Toutefois, à l'instar des quatre trimestres précédents, la contribution de ce secteur à la croissance économique s'est maintenue à 0,2 point de pourcentage au deuxième trimestre de 2019.

Alors qu'elle a connu un pic lors du premier trimestre de 2018, la **confiance des chefs d'entreprise** n'a cessé de se détériorer depuis lors.

Graphique 7. Indices de production industrielle
(2015 = 100)



Source : Statbel, Indices par jours ouvrables

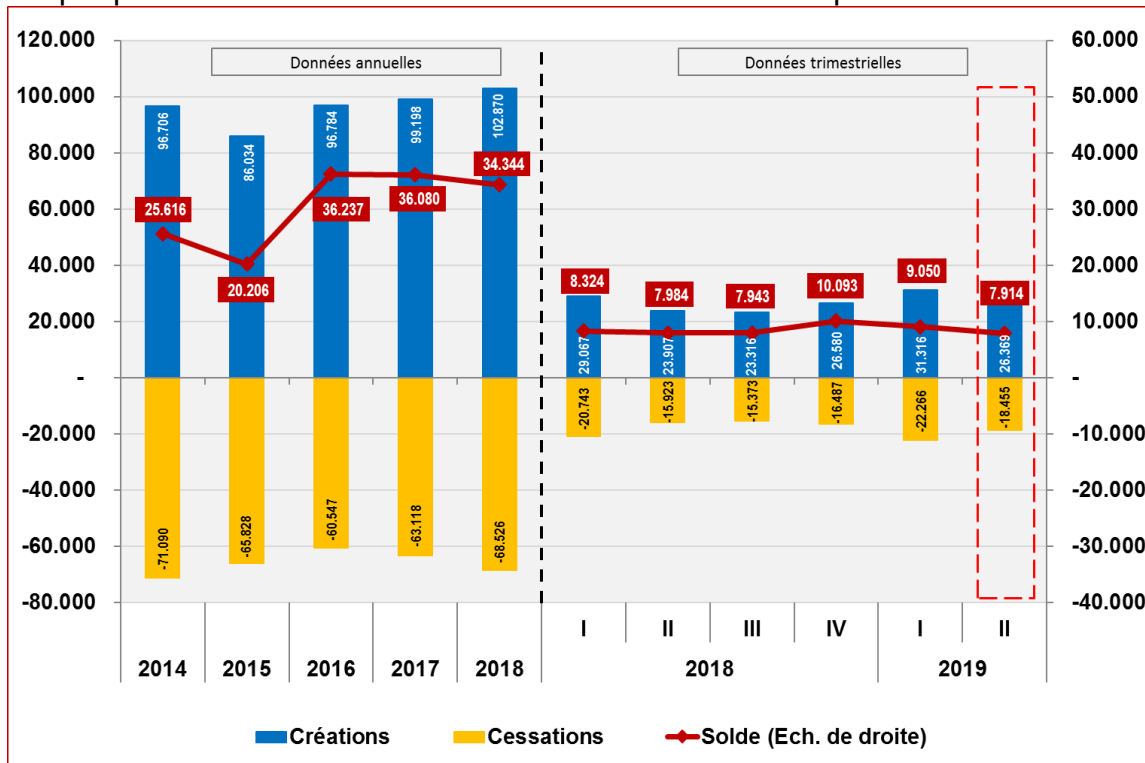
Depuis le troisième trimestre de 2018, le rythme de croissance annuelle de la production dans **l'industrie hors construction** a accéléré. Au deuxième trimestre de l'année 2019, la croissance de la production s'est montrée dynamique (+5,9 % à un an d'écart, après 3,7 % au trimestre précédent).

Le rythme de croissance de la production **de l'industrie manufacturière** enregistre une dynamique similaire à celui de l'industrie hors construction, progressant de 4,6 % au deuxième trimestre de 2019 par rapport au trimestre correspondant de 2018.

Avec 22,5 % de hausse, la production **d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné** a nettement accéléré au second trimestre de 2019 par rapport au trimestre correspondant de 2018, la situation s'étant normalisée en 2019 au niveau des capacités de production dans le parc nucléaire belge.

Enfin, après une nette accélération au quatrième trimestre de 2018, l'activité dans le secteur de la **construction** s'est stabilisée au premier trimestre 2019 pour reculer au second trimestre (-3,6 %).

Graphique 8. Nombre de créations et de cessations d'entreprises



Source : Statbel

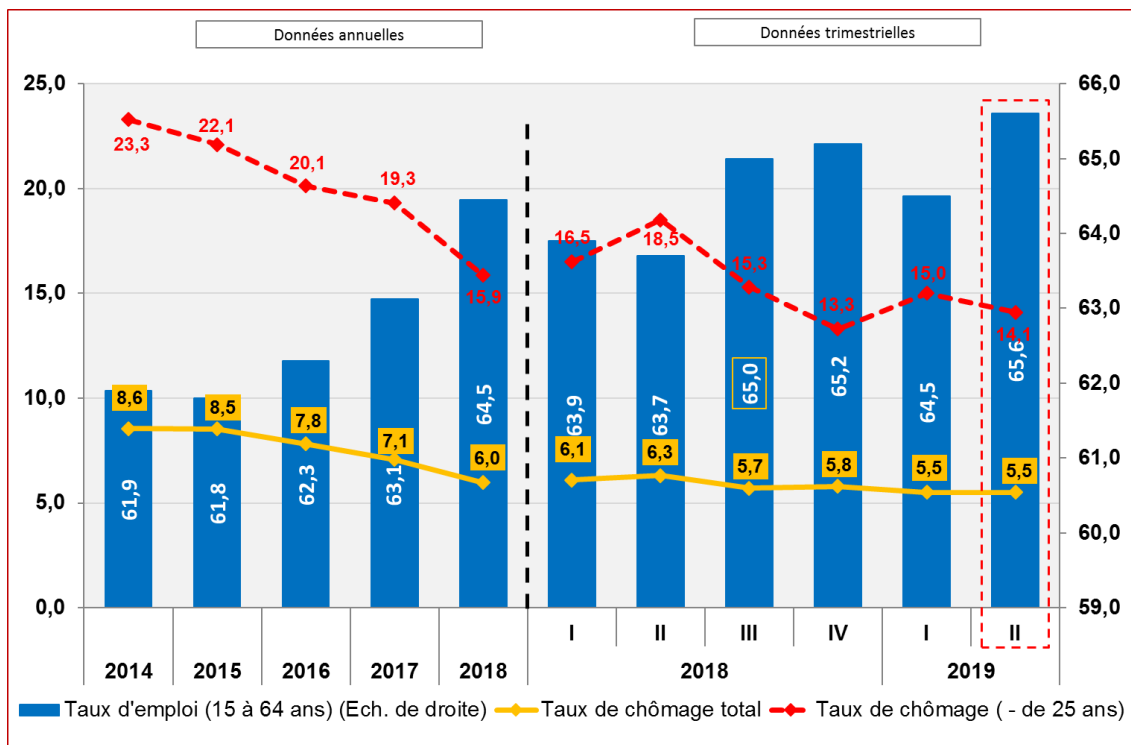
Au deuxième trimestre de 2019, 26.369 nouvelles entreprises ont été créées, soit 2.462 entreprises de plus qu'au trimestre correspondant de 2018.

Ces nouvelles entreprises représentent pour 87,2 % des primo-assujettissements (dont 51,5 % de personnes physiques et 35,7 % de personnes morales) et pour 12,8 % des ré-assujettissements (dont 10,6 % de personnes physiques et 2,2 % de personnes morales).

A contrario, 18.455 entreprises ont **cessé leur activité** au deuxième trimestre de 2019 (dont 66,5 % de personnes physiques et 33,5 % de personnes morales), soit 2.532 cessations de plus qu'au second trimestre de 2018.

Au deuxième trimestre de 2019, le **solde « créations-cessations »** est positif et s'élève à 7.914 entreprises, dont 51,8 % de personnes physiques et 48,2 % de personnes morales. Ce solde « créations-cessations » est quasi stable par rapport au trimestre correspondant de 2018.

Graphique 9. Taux d'emploi et taux de chômage harmonisé
(en %)



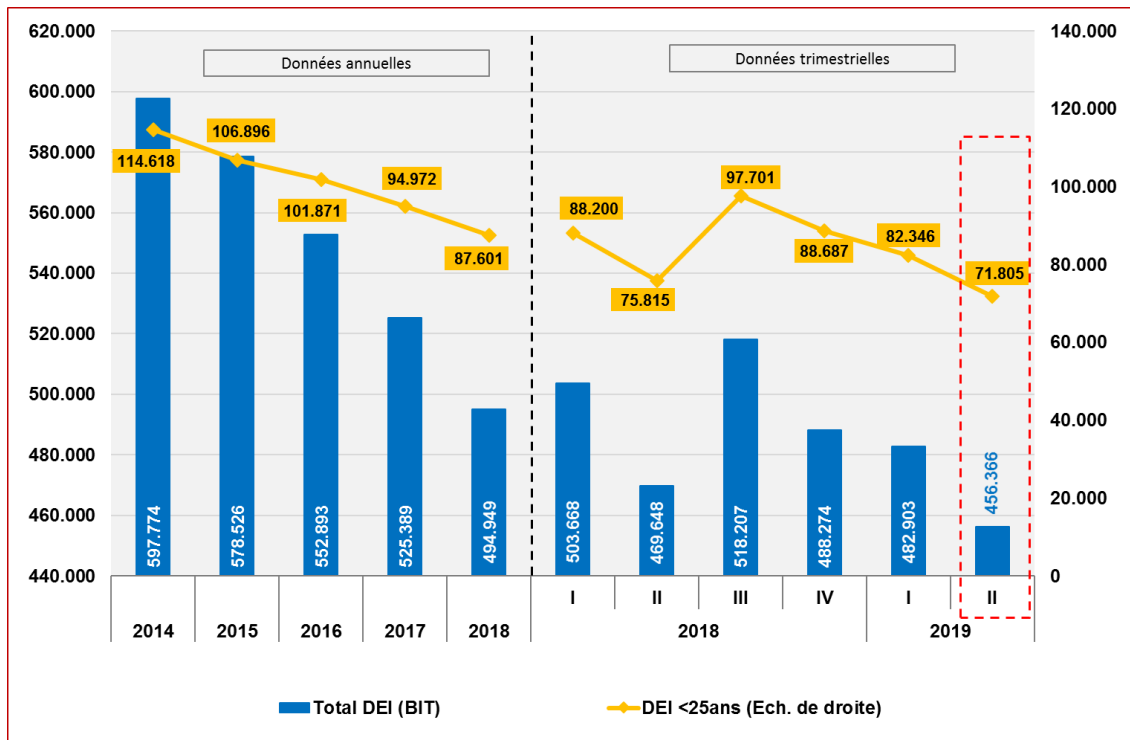
Source : Eurostat

2018 s'est avéré une année favorable sur le marché du travail et cette tendance s'est poursuivie en 2019 pour les trois indicateurs suivis. Ainsi, **au deuxième trimestre de 2019**, le **taux d'emploi** a atteint 65,6 %, en augmentation de 1,1 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent et de 1,9 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de 2018.

Au deuxième trimestre de 2019, le **taux de chômage** (données brutes) s'est stabilisé à 5,5 % tout comme au trimestre précédent mais en recul de 0,8 point de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de 2018.

Avec 14,1 %, le **taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans** s'est également réduit au deuxième trimestre de 2019, diminuant de 4,4 points de pourcentage par rapport au taux enregistré au deuxième trimestre de 2018 (18,5 %).

Graphique 10. Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI)



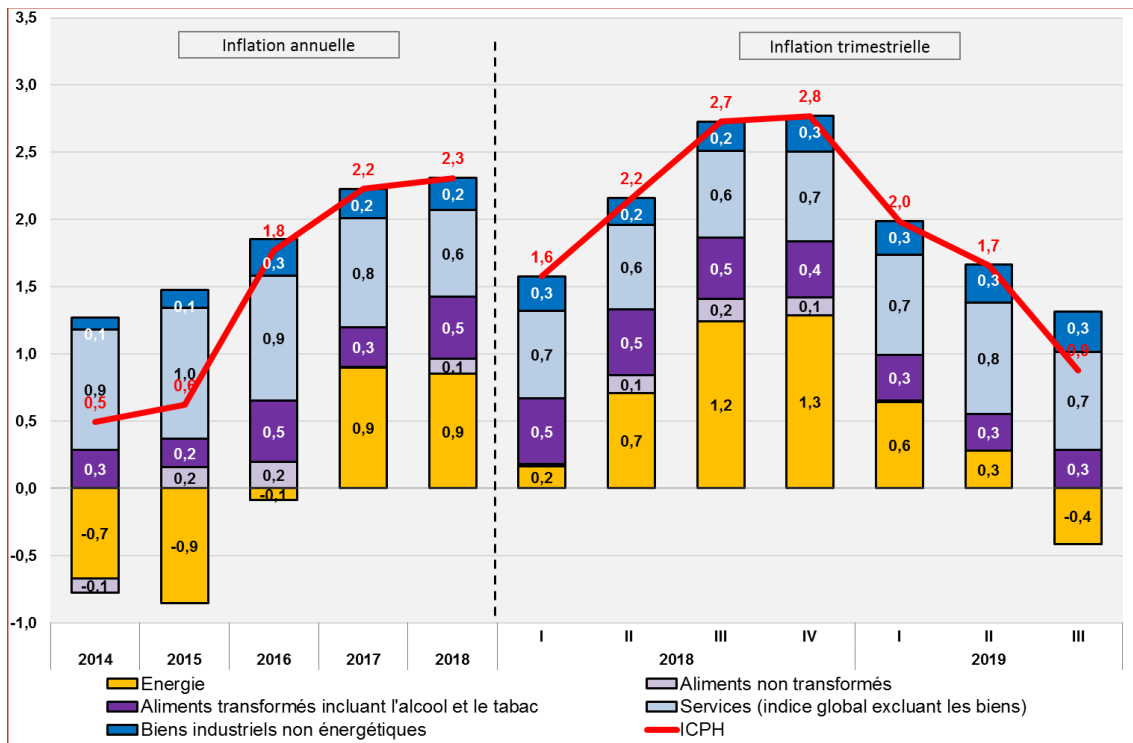
Source : ONEM

En 2018, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) a évolué favorablement par rapport à 2017, avec une diminution de 5,8 %. Il en est de même pour les DEI de moins de 25 ans dont leur nombre s'est réduit de 7,8 %.

Au cours des quatre trimestres de 2018, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) n'a cessé de se réduire en glissement annuel. Au deuxième trimestre de 2019, on dénombrait 456.366 DEI, en diminution de près de 2,8 % à un an d'écart.

A l'instar des DEI, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans s'est inscrit lui aussi à la baisse au cours des quatre trimestres de 2018 en glissement annuel. Au deuxième trimestre de 2019, on comptait 71.805 chômeurs de moins de 25 ans, en recul de 5,3 % à un an d'écart.

Graphique 11. Evolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) (en %) et contribution à l'inflation des 5 grands groupes de produits (en points de pourcentage)



Source : Statbel

Après la légère accélération de l'inflation totale en Belgique, mesurée sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), en 2018 par rapport à 2017, celle-ci s'est ralentie au cours des trois premiers trimestres de 2019. En effet, elle est revenue à 0,9 % au troisième trimestre de 2019, après avoir atteint 1,7 % au trimestre précédent.

Le ralentissement de l'inflation au troisième trimestre de 2019, par rapport au trimestre précédent, s'explique par les principaux produits énergétiques, dont l'inflation a connu une nouvelle baisse marquée (-4,3 %). La contribution de ce groupe de produits à l'inflation totale a dès lors été négative (-0,4 point de pourcentage).

Les prix à la consommation des produits alimentaires transformés ont progressé de 1,7 % au cours du troisième trimestre de 2019 (en légère accélération par rapport au trimestre précédent +1,6 %), contribuant ainsi à hauteur de 0,3 point de pourcentage à l'inflation totale. Les prix à la consommation des produits alimentaires non transformés ont reculé de 0,5 % mais en raison de leur poids modéré dans le panier de consommation, leur contribution à l'inflation a été quasi nulle.

En raison de son poids élevé dans le panier de consommation (plus de 40 %), la hausse de l'inflation des services, atteignant +1,7 % au cours du trimestre sous revue contre 2 % au cours du trimestre précédent, a tiré l'inflation totale vers le haut à concurrence de 0,7 point de pourcentage.

Le cinquième groupe de produits, celui des produits industriels non énergétiques, a enregistré une légère hausse de l'inflation au troisième trimestre de 2019 (+1,1 %), en stabilisation par rapport au trimestre précédent, alimentant de la sorte pour 0,3 point de pourcentage l'inflation totale.

3. Commerce extérieur – Observation des flux commerciaux

Tableau 1. Poids des exportations nationales dans les exportations mondiales

(en %)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
UE28	16,3%	16,9%	15,6%	15,6%	15,1%	15,8%	15,5%	15,6%	15,9%	15,8%	15,5%
Russie	4,0%	3,3%	3,5%	3,7%	3,7%	3,6%	3,4%	2,7%	2,4%	2,7%	3,0%
Etats-Unis	11,0%	11,7%	11,1%	10,7%	10,8%	10,8%	11,1%	11,8%	12,0%	11,5%	11,2%
Chine	12,1%	13,3%	13,7%	13,7%	14,3%	15,1%	16,0%	17,9%	17,3%	16,9%	n.d.
Japon	6,6%	6,4%	6,7%	5,9%	5,6%	4,9%	4,7%	4,9%	5,3%	5,2%	5,0%
Inde	1,5%	2,0%	1,9%	2,2%	2,0%	2,3%	2,2%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%

Source : Eurostat

La part de l'**Union européenne** (UE28) dans les exportations mondiales s'est légèrement détériorée **entre 2008 et 2018**, contrastant avec l'importance grandissante de la **Chine**. En effet, la part des exportations de cette dernière dans les exportations mondiales s'est accrue de plus d'un tiers, passant de 12,1 % en 2008 à 16,9 % en 2017 (dernière année disponible), bien que sa part diminue depuis 2016. La **Russie** a suivi le chemin inverse, avec une part relative de ses exportations dans les exportations mondiales en diminution, passant de 4 % en 2008 à 3 % en 2018. Il en est de même pour le **Japon** avec une part qui s'est réduite, s'élevant encore à 6,6 % en 2008, elle n'a atteint que 5 % en 2018. La part de l'Inde s'est accrue au fil des ans et s'élève à 2,2 % en 2018.

Entre 2017 et 2018, l'Union européenne, les Etats-Unis ou encore le Japon ont connu un recul de leurs exportations dans les exportations mondiales.

Tableau 2. Part des exportations belges de biens à destination des principales zones géographiques du monde

	2014	2015	2016	2017	2018
Monde (toutes entités)	100%	100%	100%	100%	100%
Union européenne	70,0%	70,6%	69,5%	70,1%	70,9%
Autres pays européens	5,0%	4,3%	4,7%	4,7%	4,4%
Afrique	2,9%	2,8%	2,7%	2,8%	2,7%
Amérique	7,1%	8,1%	8,9%	8,1%	8,5%
<i>Etats-Unis</i>	4,8%	5,5%	6,8%	6,2%	6,7%
Asie	12,7%	12,3%	12,8%	12,5%	11,1%
<i>Chine</i>	2,3%	2,0%	2,2%	2,4%	1,9%
<i>Inde</i>	3,4%	3,2%	3,2%	2,9%	2,7%
<i>Japon</i>	0,8%	0,8%	1,1%	1,0%	1,0%
<i>Vietnam</i>	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%
Australie et Océanie	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,9%
Autres	1,7%	1,3%	0,9%	1,2%	1,5%

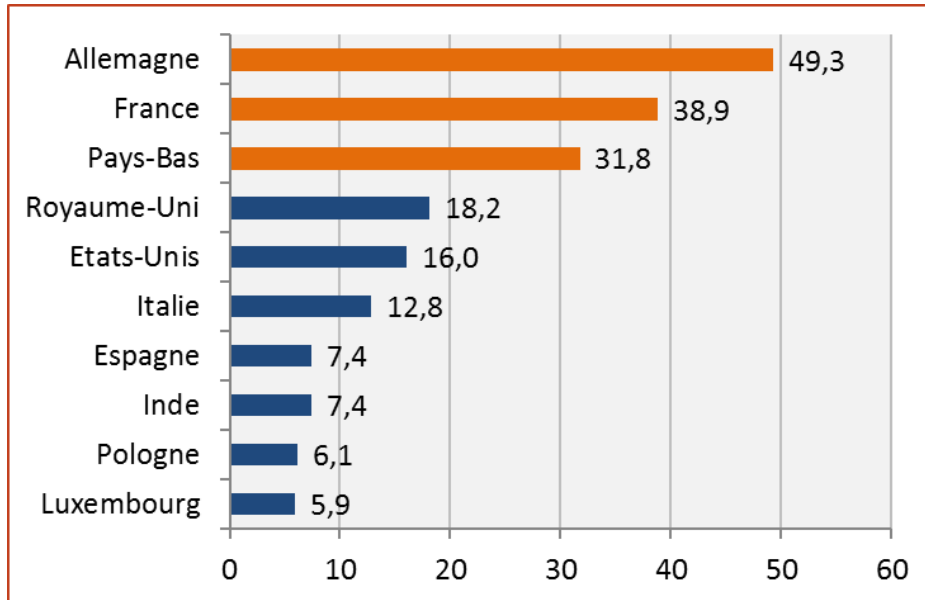
Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national

L'**Union européenne** représente la **première destination des exportations belges de biens**, avec une part de 70,9 % de celles-ci en 2018. Si cette part est restée relativement stable par rapport à 2014, elle s'est réduite de 1 point de pourcentage en 2018 par rapport à 2017 au profit de l'Afrique (+0,6 point de pourcentage) et de l'Amérique (+0,7 point de pourcentage). Cette stabilité par rapport à 2014 est par ailleurs également observée dans les relations commerciales avec les autres pays européens, l'Afrique et l'Australie. Tandis que la part de l'Asie dans les exportations belges de biens s'est réduite en 2018 par comparaison à 2014 (-1,3 point de pourcentage), celle de l'Amérique s'est affichée à la hausse (+1,6 point de pourcentage). La part des exportations belges

destinées au Vietnam est restée relativement stable ces dernières années, passant de 0,1 % en 2014 à 0,2 % en 2018.

Graphique 12. Principaux débouchés à l'exportation de biens pour la Belgique en 2018

(en milliards d'euros)



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national

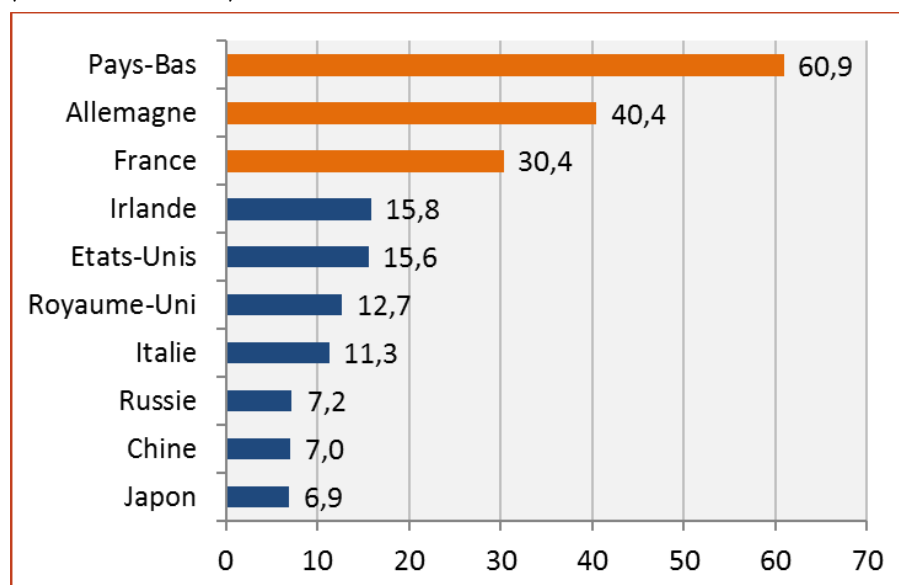
En 2018, l'**Allemagne** constitue le premier partenaire commercial de la Belgique en matière d'exportations de biens, avec 49,3 milliards d'euros, suivie de la **France** avec 38,9 milliards d'euros et des **Pays-Bas** avec 31,8 milliards d'euros. Ensemble, ces trois pays ont accueilli 43,8 % des exportations belges de biens.

Le **Royaume-Uni** arrive à la 4^e place du classement avec approximativement 18,2 milliards d'euros de biens belges exportés vers ce pays, soit 6,6 % des exportations belges totales.

Le **Vietnam** constitue le 51^e débouché à l'exportation pour la Belgique en 2018, avec près de 0,4 milliard d'euros de biens exportés vers celui-ci.

Graphique 13. Principaux partenaires à l'importation de biens pour la Belgique en 2018

(en milliards d'euros)



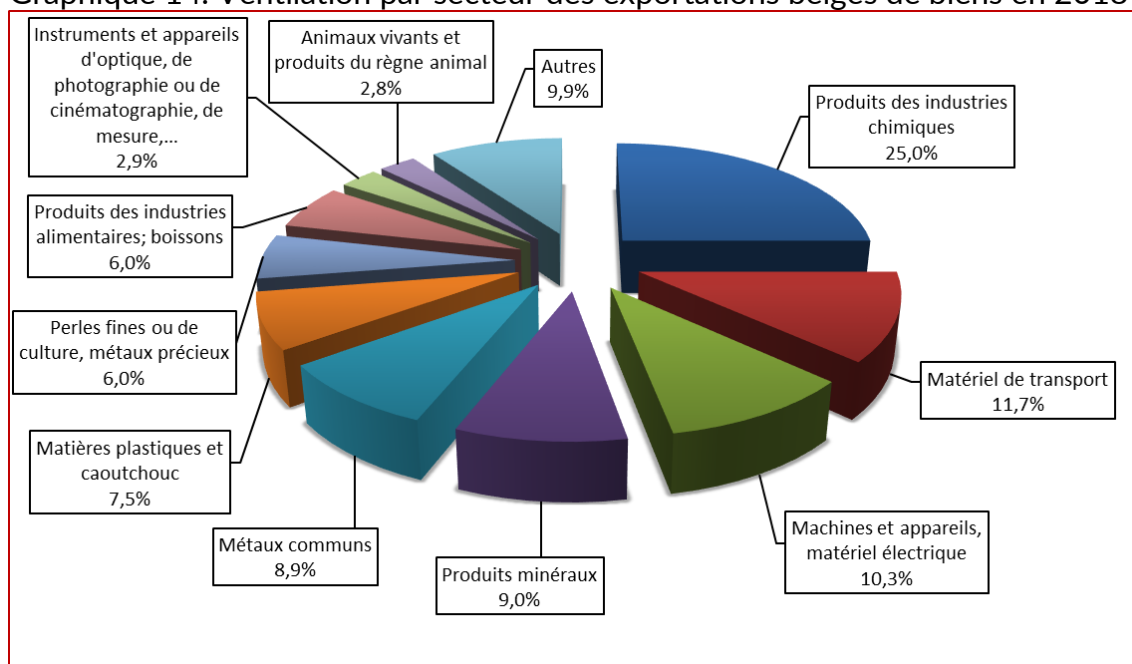
Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national

En 2018, les principaux partenaires commerciaux de la Belgique pour ses importations de biens sont identiques à ceux des exportations. Ainsi, le premier fournisseur du marché belge sont les **Pays-Bas**, comptant pour 60,9 milliards d'euros, suivis par l'**Allemagne** avec 40,4 milliards d'euros et la **France** avec 30,4 milliards d'euros. Ensemble, ces trois pays ont totalisé 45,8 % des importations belges de biens.

Avec une place de perdue par rapport à 2017, le **Royaume-Uni** se trouve toujours dans le top 10 (6^e position) des partenaires commerciaux de la Belgique pour ses importations de biens. En effet, le Royaume-Uni a fourni des biens à la Belgique pour un montant de 12,7 milliards d'euros en 2018, soit 4,4 % des importations belges de biens.

Le Vietnam arrive à la 44^e place des fournisseurs du marché belge en termes d'importations. La Belgique a en effet importé des biens en provenance du Vietnam pour 0,6 milliard d'euros en 2018.

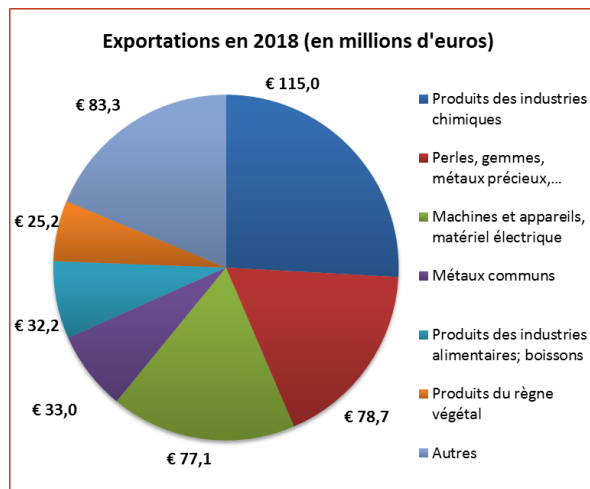
Graphique 14. Ventilation par secteur des exportations belges de biens en 2018



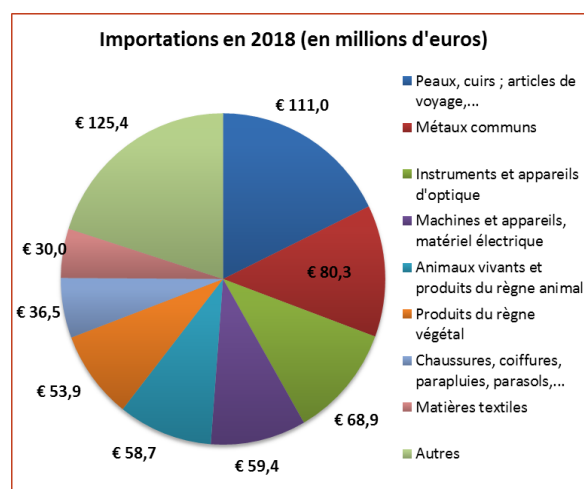
Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national

En 2018, quatre secteurs ont principalement dominé les exportations belges de biens. Il s'agit des **produits chimiques** (25,0 % ; 68,4 milliards d'euros), des **véhicules et matériels de transport** (11,7% ; 32,2 milliards d'euros), des **machines et équipements** (10,3 % ; 28,3 milliards d'euros) et des **produits minéraux** (9 % ; 24,7 milliards d'euros). Ensemble, ces quatre secteurs ont représenté plus de la moitié des exportations belges totales de biens.

Focus : Flux commerciaux de biens entre la Belgique et le Vietnam en 2018.



Source : BNB (concept national)



Source : BNB (concept national)

Les **produits chimiques** ont été, en valeur, les principaux produits exportés vers le Vietnam en 2018, pour un montant de 115 millions d'euros, soit 25,9 % des exportations totales à destination du Vietnam.

Les produits les plus importés par la Belgique en provenance du Vietnam en 2018 sont les **peaux et cuirs**, comptant pour 111 millions d'euros, soit 17,8 % des importations totales belges en provenance du Vietnam pour cette année.

Les exportations de **perles et gemmes** occupent la deuxième place dans le classement des exportations belges à destination du Vietnam, comptant pour 78,7 millions d'euros, soit 17,7 % des exportations belges destinées au Vietnam.

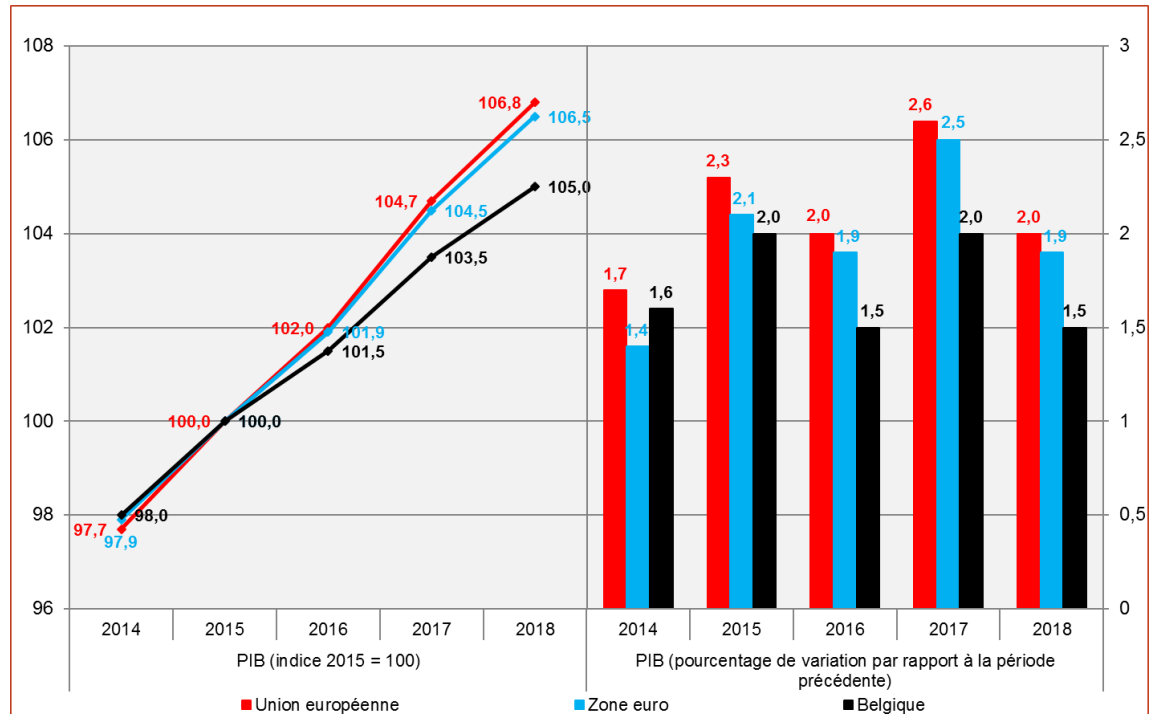
Les **métaux communs** arrivent en deuxième position en termes de produits les plus importés par la Belgique en provenance du Vietnam en 2018, avec 80,3 millions d'euros, soit 12,9 % des importations belges totales en provenance de ce pays.

Ensemble, les exportations de **produits chimiques**, de **perles** et de **machines** représentent plus de la moitié des exportations belges à destination du Vietnam en 2018 (60,9 %).

Enfin, les importations de **ces deux catégories de produits (cuirs et métaux de base)**, auxquelles on ajoute encore les importations d'**instruments et appareils d'optiques** et de **machines**, ont représenté plus de la moitié des importations belges en provenance du Vietnam en 2018 (51,8 %).

4. La position de la Belgique comparée à l'Union européenne

Graphique 15. PIB en Belgique, dans l'Union européenne et dans la zone euro



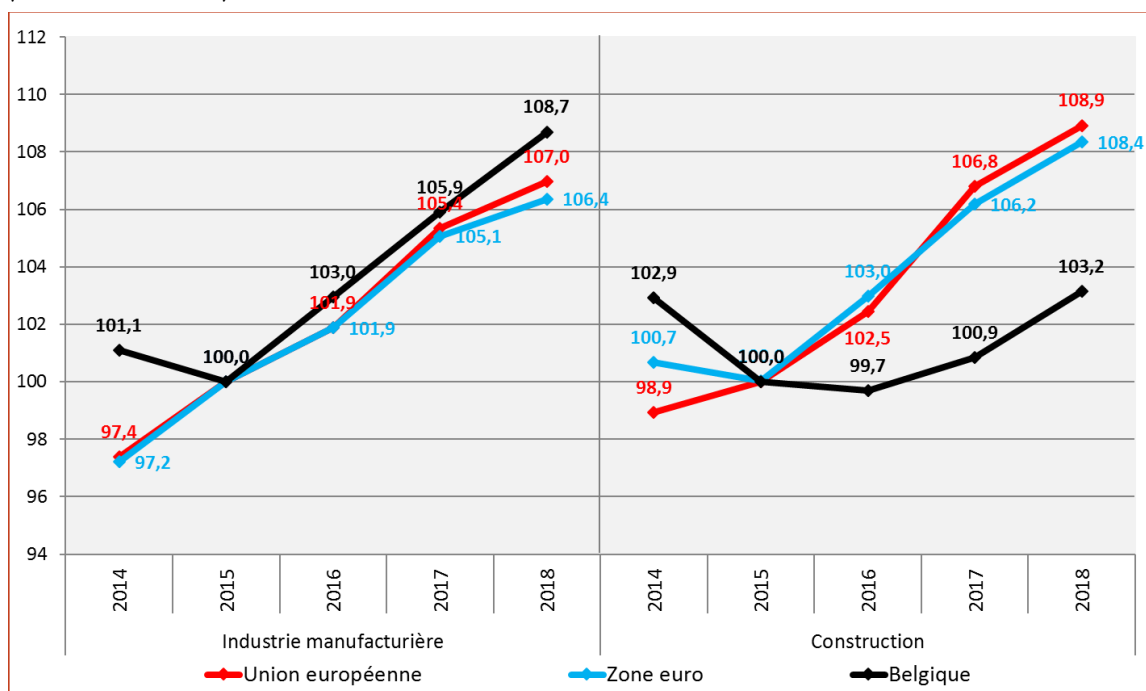
Source : Eurostat

Le **PIB** s'affiche à la hausse en Belgique depuis 2010, dans l'Union européenne depuis 2013, et dans la zone euro depuis 2014.

Depuis 2015, le PIB croît à un rythme **plus lent en Belgique** que dans les deux autres régions.

Graphique 16. Indice de production dans l'industrie manufacturière et la construction

(indice 2015 = 100)

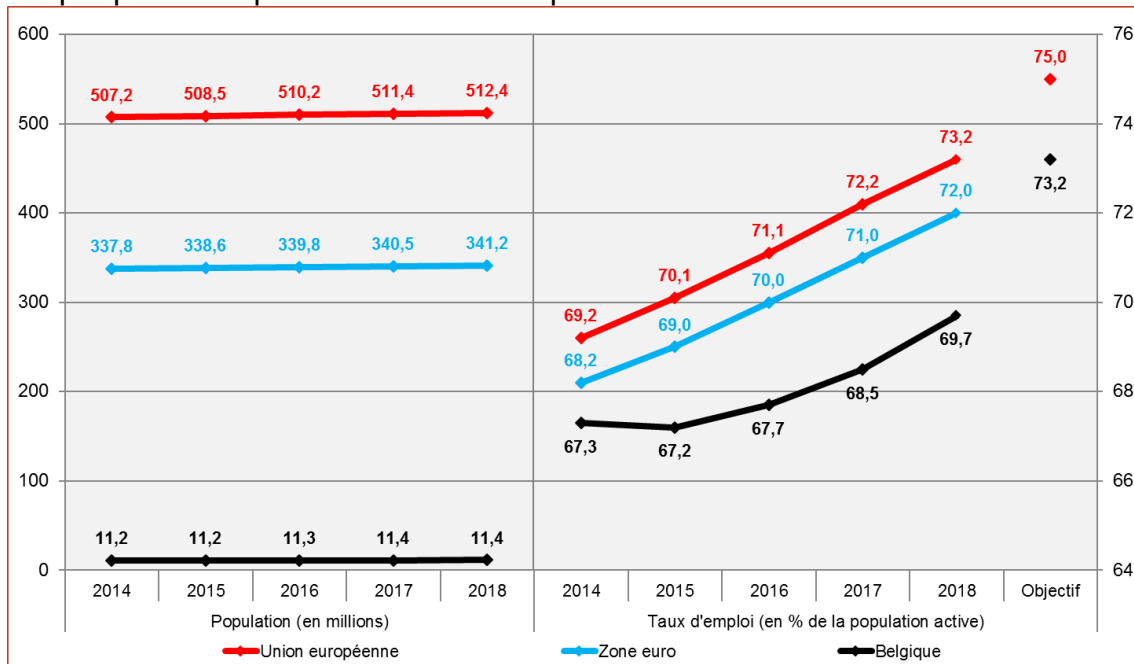


Source : Eurostat

La tendance haussière de la **production dans l'industrie manufacturière** se poursuit en Belgique mais également dans les deux autres zones, bien qu'à un rythme moindre en 2018.

En Belgique, la **production dans le secteur de la construction** s'oriente à la hausse en 2018 pour la deuxième année consécutive, après une tendance baissière observée jusqu'en 2016. La production continue de croître de façon dynamique pour les deux autres zones.

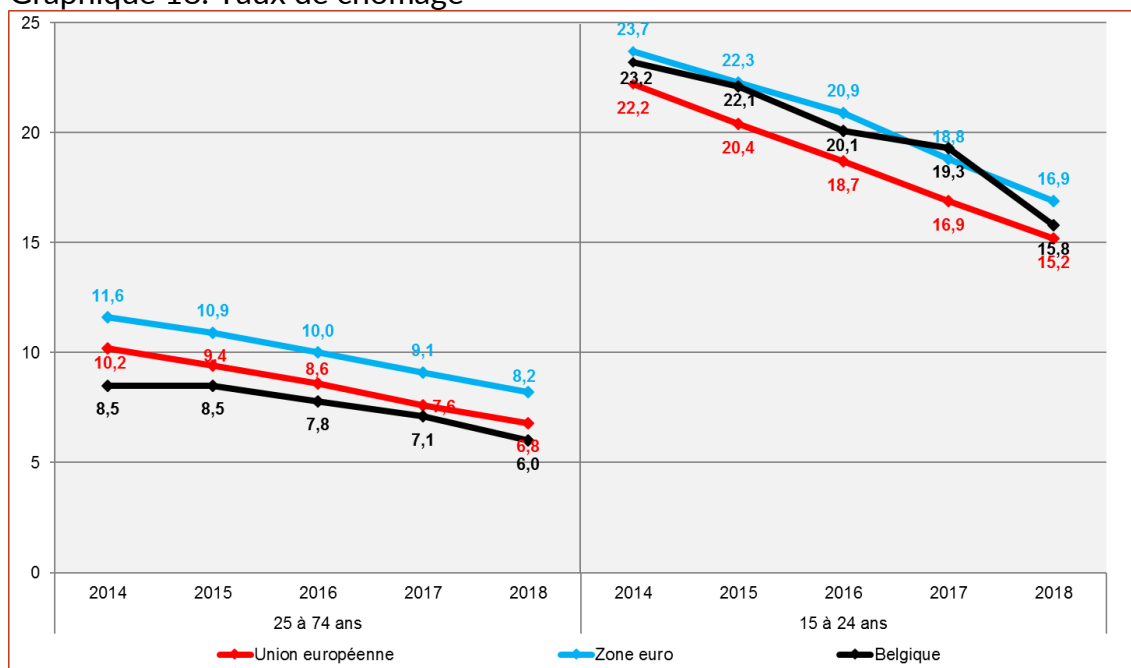
Graphique 17. Population et taux d'emploi



Avec 11,4 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2018, la **population** belge représente 3,3 % de la population de la zone euro (341,2 millions d'habitants) et 2,2 % de celle de l'Union européenne (512,4 millions d'habitants).

Avec un **taux d'emploi** de 69,7 % en 2018, la Belgique est proche des taux moyens enregistrés dans la zone euro (72 %) et dans l'Union européenne (73,2 %).

Graphique 18. Taux de chômage



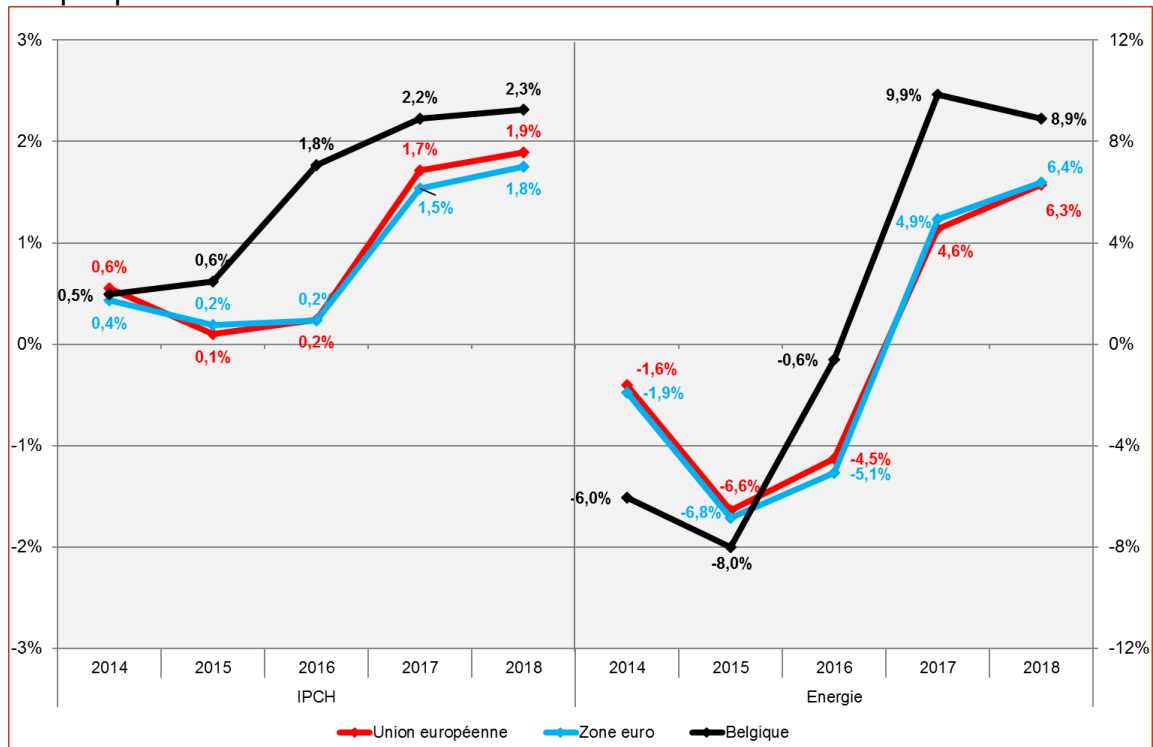
Source : Eurostat

En 2018, le **taux de chômage des 25-74 ans** a continué de reculer en Belgique et a atteint son plus bas niveau sur la période d'observation. Ceci est également vrai pour la zone euro et pour l'Union européenne, mais le déclin a été plus prononcé en Belgique que dans les deux autres régions. Comparativement à 2017, le taux de chômage s'est réduit de 1,1 point de pourcentage en Belgique, contre 0,9 point de pourcentage dans la zone euro et 0,8 point de pourcentage dans l'Union européenne.

La tendance baissière concernant le **taux de chômage des jeunes (15-24 ans)**, initiée en 2014, s'est également poursuivie en 2018. Ainsi, le taux de chômage des jeunes est en recul de 3,5 points de pourcentage en Belgique par rapport à 2017, contre un recul de 1,9 points de pourcentage pour la zone euro et de 1,6 point de pourcentage pour l'Union européenne. Depuis plusieurs années, le taux de chômage chez les jeunes en Belgique est supérieur à celui de l'Union européenne mais inférieur à celui de la zone euro, exception faite de 2017 pour cette dernière.

En 2018, l'écart se rétrécit pour ce taux entre la Belgique et l'Union européenne et inversement avec la zone euro.

Graphique 19. Inflation



Source : Eurostat

L'**inflation** s'est accrue plus rapidement en Belgique que chez ses principaux voisins et partenaires commerciaux (France, Allemagne et Pays-Bas) et qu'en zone euro depuis plusieurs années.

Un écart grandissant en matière de **prix énergétiques** s'observe entre la Belgique et la zone euro depuis 2016, bien que celui-ci se soit rétréci quelque peu en 2018.

5. Prévisions macro-économiques

Tableau 3. Prévisions de croissance du PIB dans l'environnement international
(en %)

Environnement international	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)
Monde	3,8	3,6	3,0	3,4
Etats-Unis	2,2	2,9	2,4	2,1
Chine	6,8	6,6	6,1	5,8
Zone euro	2,5	1,9	1,2	1,4
Allemagne	2,5	1,5	0,5	1,2
France	2,3	1,7	1,2	1,3
Pays-Bas	2,9	2,6	1,8	1,6
Royaume-Uni	1,9	1,4	1,2	1,4

(e) = estimation

Source : FMI (perspectives de l'économie mondiale, octobre 2019), Eurostat.

Tableau 4. Prévisions de croissance économique en Belgique

(en %, sauf indication contraire)

Belgique	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)
PIB	2,0	1,5	1,1	1,1
Dépenses de consommation finale des ménages et ISBL	1,8	1,5	0,8	1,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,3	0,9	1,2	1
Formation brute de capital fixe	1,3	4	3,2	1,8
Exportations nettes (biens et services) (contribution à la croissance, en p.p.)	0,7	-0,7	0,2	-0,2
Inflation totale (IPC)	2,1	2,1	1,5	1,4

(e) = estimation

Source : ICN ([Budget économique, prévisions économiques 2019-2020](#), septembre 2019), calculs propres.